



Stop au chantage Pas de précipitation

PSA vient de décider de prolonger de 2 mois le DAEC groupe 2019 et les mesures spécifiques pour Saint-Ouen. Soit jusqu'au 1^{er} mars.

Concernant le groupe, la CGT a réclamé l'arrêt du plan de suppression d'emplois et pour chaque départ, une embauche.

Depuis le NCS 1 en 2013, PSA a ainsi supprimé 30 000 emplois en 6 ans avec ses plans de départs volontaires.

PSA n'arrive plus à cacher tous ses milliards et annonce record sur record de bénéfices. Alors, pour la CGT, il faut l'arrêt des licenciements et le partage du travail entre tous.

A Saint-Ouen, la direction met la pression depuis plusieurs mois pour nous faire partir vite, laissant entendre que le prochain plan serait pire.

Le directeur y a été de sa petite chanson dans les réunions d'ateliers : « j'imagine que le prochain plan sera moins bien... Je ne défendrai pas des meilleures mesures... Je ne décrocherai pas mon téléphone, etc... ».

Finalement, téléphone ou pas du directeur, la direction centrale a décidé la prolongation des mesures spécifiques jusqu'au 1^{er} mars 2020.

Ce dont on a besoin, ce n'est pas simplement le prolongement des mesures existantes, mais leur amélioration.

Ce qu'il nous faut, c'est :

- Un vrai plan de reclassement des salariés : des postes équivalents, avec des salaires équivalents, réservés et garantis, sans test, en interne comme en externe.
- De vraies mesures d'âge dès 50 ans, ce qui réglerait la situation de la majorité des salariés.
- Des postes qui tiennent compte des handicaps, des restrictions médicales et de l'âge des salariés.
- 120 000 € d'indemnités financières pour un départ de PSA.
- Des formations concernant les nouveaux postes ou des évolutions professionnelles.
- Une vraie aide à la préparation de concours (Mairie de Paris, etc...) et de formations.
- La création des postes nécessaires pour permettre le reclassement de tous les salariés qui le souhaitent en région parisienne, notamment à Poissy.

Attention aux pressions sur les salaires à la baisse

La CGT constate des pressions lors d'embauches dans d'autres entreprises pour faire accepter des baisses de salaires : c'est à la fin de toutes les démarches, parfois la veille de l'embauche, que le contrat est présenté et que le salarié découvre le salaire réel qui lui est proposé.

Il ne lui reste alors plus beaucoup de temps pour se décider s'il accepte une perte pouvant être de 200 à 300 € par mois. Et refuser l'embauche à ce stade peut paraître difficile à certains.

D'autant plus que certains responsables, parfois arrivés fraîchement dans l'usine pour profiter du congé sénior plus intéressant à Saint-Ouen, y vont de leur refrain pour nous expliquer qu'il n'y a pas que le salaire qui compte, mais aussi l'entreprise, le poste et le cadre de travail, etc...

Bref, pour dire les choses autrement, c'est : « casse-toi vite. Tu as de la chance de retrouver un travail et il ne faut pas être trop gourmand par les temps qui courent » !

On constate qu'ils ne se l'appliquent pas à eux-mêmes.

Actuellement, la dizaine de salariés qui devraient aller à Airbus, est toujours dans l'attente de leur futur contrat. Ils n'ont toujours pas leur futur salaire par écrit.

Formations bidons : l'arnaque ?

La CGT dénonce les formations bidons que vendent des organismes de formations juste pour faire du fric.

PSA ferme les yeux car cela lui permet de se vanter d'agir pour notre reclassement et de faire de belles statistiques.

Ainsi, il semble qu'il s'agisse de cela concernant la formation de diagnostiqueur immobilier proposé à plusieurs ouvriers. Plusieurs l'ont faite, mais aucun ne l'a réussie jusqu'à présent car le niveau est élevé (il correspondrait à un bac + 2 et la formation se fait sur 2 mois !).

PSA doit veiller à ce que les formations proposées soient sérieuses, nous correspondent et doit nous aider à nous y préparer sérieusement lorsque nous sommes en décalage avec le niveau de la formation.

PSA craint la journée de grève nationale public/privé du 5 décembre

La journée de grève et manifestations contre la réforme des retraites appelée par plusieurs syndicats (CGT, FO, SUD, Solidaires, UNSA) et les syndicats étudiants et lycéens s'annonce très suivie. A la SNCF et à la RATP, il s'agit même d'appel à la grève illimitée.

Plusieurs représentants des « Gilets Jaunes » ont appelé à se rallier à cette journée de grève.

Dans ce contexte, PSA a décidé d'annuler toutes les réunions prévues concernant le NEC et de les reporter après le 5 décembre.

PSA va annoncer de nouvelles attaques contre tous les salariés et préfère donc attendre une situation plus favorable. Conséquence : prolongation de 2 mois du DAEC 2019 et des mesures spécifiques Saint-Ouen.

A Poissy, vu le mécontentement des salariés dû aux pressions pour les faire partir, les réorganisations, etc... la direction vient de reporter le chômage prévu les 22 et 29 novembre aux... 5 et 6 décembre !

La CGT appelle tous les salariés à faire grève et à manifester le jeudi 5 décembre contre la réforme des retraites et contre toutes les attaques du gouvernement et de PSA.